

Doc. 11003
5 juillet 2006

L'avenir de la coopération dans le domaine du sport au Conseil de l'Europe

Question écrite n°500 au Comité des Ministres
présentée par Mme Dromberg et M. Elo

Lors du Sommet de Varsovie, en 2005, le Conseil de l'Europe a décidé de concentrer ses activités sur la politique des droits de l'homme, la démocratie et le développement de l'Etat de droit en Europe. L'Organisation connaît actuellement une situation budgétaire très difficile et des propositions ont été formulées pour remédier à ce problème.

Il a notamment été proposé de retirer le secteur du sport du cadre des activités ordinaires de l'Organisation et de le transférer à un Accord partiel financé par des Etats membres. Conformément aux règles du Conseil de l'Europe, les pays qui ne contribuent pas au financement de cet Accord partiel participeront néanmoins aux réunions ministérielles.

Le sport est un domaine de coopération où le Conseil de l'Europe a une valeur ajoutée indiscutable. S'agissant de la coordination des décisions relatives à la politique du sport, le Comité pour le développement du sport (CDDS) et les conférences des ministres européens responsables du sport constituent la seule structure intergouvernementale compétente pour la coopération en la matière. L'Union européenne, par exemple, n'a pas de compétence spécifique dans le secteur du sport. En revanche, le Conseil de l'Europe est la seule organisation paneuropéenne qui s'occupe effectivement, aux niveaux intergouvernemental et parlementaire, de la lutte contre le dopage, l'un des grands défis qui se posent aujourd'hui dans le sport.

De plus, il existe une large convergence entre le sport et les organisations civiques européennes. Le sport est à nos yeux un bon moyen de dialogue avec la société civile. A travers le sport, nous pouvons promouvoir les droits de l'homme et la démocratie en Europe.

Mme Dromberg et M. Elo,

Demandent au Comité des Ministres,

Comment le Comité des Ministres compte faire en sorte que la coopération dans le domaine du sport se poursuive au niveau paneuropéen et que des moyens financiers et des ressources suffisantes soient alloués à cette coopération.

Signé¹:

DROMBERG, Kaarina, Finlande, PPE/DC
ELO, Mikko, Finlande, SOC

¹ SOC: Groupe socialiste
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe des démocrates européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
NI: non inscrit dans un groupe